

DIFFICULTÉS QUE DOIVENT AFFRONTER LES FEMMES DANS LES COLLECTIVITÉS RURALES

Mémoire présenté au Comité permanent de la condition féminine

Mokami Status of Women Council

QUI SOMMES-NOUS?

En 1979, un groupe de femmes a créé le Happy Valley-Goose Bay Status of Women Council. Peu après, l'organisme a pris le nom de Mokami Status of Women Council (MSWC). L'idée de départ était d'établir une maison de transition dans la région, ce qui a été fait avec la création de la Libra House, en 1986. Cependant, le mandat de l'organisme s'est vite étendu pour inclure d'autres questions liées à la condition féminine, comme les agressions sexuelles, les services de garde, les femmes et la Constitution ainsi que le logement.

Le groupe a aussi appuyé le projet d'éducation sur la santé des femmes (Women's Health Education Project) piloté par le Newfoundland Status of Women Council (renommé plus tard le St. John's Status of Women Council) et le Women's Institutes au début des années 1980.

Aujourd'hui, le Mokami Status of Women Council est une organisation féministe qui revendique l'égalité et s'emploie à rassembler les femmes par la mise en commun des idées, des ressources, des compétences, de l'expérience et des connaissances. Il a pour mission de répondre aux besoins des femmes dans sa collectivité.

Le MSWC est une organisation de services de première ligne qui fournit aux femmes des moyens de se prendre en charge et d'aider leur famille et leur collectivité à adopter des modes de vie plus sains et plus sûrs. Nous menons nos activités sur les terres traditionnelles et ancestrales des Innus et des Inuits (NunatuKavut et Nunatsiavut).

Nous intervenons sur la scène publique sur des sujets qui touchent les femmes, comme :

- la violence faite aux femmes;
- le harcèlement sexuel;
- la pauvreté;
- les possibilités d'emploi et l'équité salariale;
- l'égalité dans le mariage;

- la liberté de reproduction;
- la nécessité d'accroître la représentation des femmes en politique.

LACUNES DANS LES SERVICES

Il est simplement impossible d'exposer toute l'ampleur des problèmes qui prévalent dans notre communauté et l'urgence d'y trouver des solutions. Dans les localités rurales et nordiques comme Happy Valley-Goose Bay et d'autres collectivités encore plus éloignées des côtes Sud et Nord du Labrador, les femmes et les personnes d'autres genres marginalisés souffrent, sont blessées et meurent.

Dans le présent mémoire, le Mokami Status of Women Council a choisi de mentionner tout particulièrement les sujets suivants :

- le logement et l'itinérance;
- la violence fondée sur le sexe;
- l'accès à la justice;
- l'accès aux soins de santé.

LOGEMENT ET ITINÉRANCE

L'itinérance dans les centres urbains a fait l'objet de nombreuses recherches et publications. Cela ne signifie pas que ce problème est inexistant dans les collectivités nordiques, rurales et éloignées. En réalité, l'itinérance compte parmi les problèmes les plus courants dans notre collectivité, où la crise du logement est largement reconnue.

Happy Valley-Goose Bay compte actuellement deux refuges d'urgence. L'un accepte tous les genres et l'autre accueille expressément les femmes et les enfants qui fuient un contexte de violence familiale. À première vue, cela peut sembler suffisant pour une localité d'un peu plus de 8 000 habitants, mais l'itinérance absolue, relative et cachée est très répandue. À Happy Valley-Goose Bay, les Autochtones, en particulier, sont représentés en nombre disproportionné parmi les sans-abris ou les gens de passage. Les refuges de notre collectivité étant toujours au maximum de leur capacité, des gens doivent être hébergés dans les hôtels locaux ou sont forcés de prendre la route dans des conditions de froid extrême en hiver et de chaleur accablante, en été. Malheureusement, il n'est pas rare que des gens meurent sur nos routes en raison des conditions météorologiques dangereuses et du manque de logements sûrs.

« Bien qu'il existe des logements avec services de soutien et d'aide à la vie autonome à Happy Valley-Goose Bay, ces installations ne suffisent pas à répondre aux besoins actuels, car la demande provient non seulement de la ville, mais aussi d'autres collectivités. La ville étant le centre de services de la région, les usagers qui s'y rendent doivent se loger quelque part. » (Jewczyk, 2018, p. 50) Notre organisation est fière d'offrir huit logements avec services de soutien abordables aux femmes de la collectivité, mais cela ne suffit pas. La liste d'attente est toujours longue et les résidentes peinent à quitter notre programme en raison du manque de

refuges de deuxième étape et de logements locatifs abordables. Nous ne sommes pas les seuls dans cette situation. Les logements accessibles sont aussi en nombre limité, ce qui a des conséquences pour les aînés, les femmes et les personnes d'autres genres marginalisés ayant une incapacité. « Bon nombre des personnes qui ne peuvent être hébergées vont dormir chez des connaissances ou habitent avec des membres de la famille, ce qui entraîne un surpeuplement. [D'autres] érigent des tentes dans les espaces ouverts de la ville et les quartiers périphériques. » (Jewczyk, 2018, p. 51)

Il est important de souligner que la crise du logement touche particulièrement les femmes qui ont des enfants pris en charge (Tutty, L., et coll., 2009). Les services de protection de l'enfance attendent des parents qu'ils aient un lieu de vie stable et sûr pour permettre la réunification et autoriser les visites. L'itinérance empêche les familles de se réunir. Or, les options en matière de logement sont extrêmement limitées.

Le modèle de la priorité au logement est une approche qui repose sur les valeurs associées à la réduction des méfaits. Les tenants de cette approche estiment que, plutôt que de miser sur la préparation au logement, il est crucial de régler le problème de l'itinérance et de la sécurité avant de s'attaquer à d'autres problèmes, comme la santé mentale, la dépendance, l'emploi ou les besoins spirituels et sociaux. De nombreux autres intervenants communautaires préconisent ce modèle et en font la promotion, mais il est difficile de l'appliquer concrètement en raison du manque de financement et d'infrastructure.

VIOLENCE FONDÉE SUR LE SEXE

La violence fondée sur le sexe est enracinée dans notre société et le Labrador n'y échappe pas. Les cas de violence familiale et sexuelle à l'endroit des femmes et des personnes d'autres genres marginalisés au Labrador atteignent des nombres affolants. L'analyse de rapports de police de tout le Canada a révélé que Happy Valley-Goose Bay figure au sixième rang au pays pour le nombre de cas de violence faite aux femmes (Smellie, 2018).

Il ne fait aucun doute que le nombre de cas est supérieur à ce qu'indiquent les données, car, pour diverses raisons, les femmes ne veulent ou ne peuvent pas dénoncer les cas de violence fondée sur le sexe. Par exemple, nous savons que, dans des situations de violence entre conjoints (un problème sexospécifique connu), les femmes qui tentent de fuir la relation de violence vivent une période de danger, ce qui entraîne souvent des gestes encore plus violents ou meurtriers. Naturellement, des femmes choisissent de rester avec leur conjoint et de ne pas dénoncer la violence par crainte d'aggraver une situation déjà dangereuse. Pour la personne qui voudrait quitter une telle situation, la crise du logement crée un nouvel obstacle, car le risque de l'itinérance est bien réel. Cela rend les femmes encore plus vulnérables à la violence fondée sur le sexe. En résumé, il est parfois plus sûr pour les femmes de demeurer ou de retourner dans une relation de violence, parce qu'elles n'ont simplement pas d'autre choix.

Malgré des taux incroyablement élevés de violence envers les femmes, l'accès aux organismes de lutte à la violence fondée sur le sexe demeure limité. Les organismes locaux concernés par ce problème manquent cruellement de personnel et n'ont donc pas la capacité de traiter un aussi grand nombre de cas ou d'intervenir dans une région aussi vaste. Il semble aussi que les membres de la communauté 2SLGBTQIA+ sont tout aussi exposés, sinon plus, à la violence entre conjoints (Langenderfer-Magruder et coll., 2016). Il n'existe actuellement aucune organisation expressément vouée à la communauté 2SLGBTQ+ au Labrador, ce qui témoigne encore une fois du manque de financement et d'infrastructure.

Il n'y a pas non plus de formation pour aider les témoins à reconnaître les situations de violence fondée sur le sexe et appuyer les intervenants professionnels. Vous savez certainement que la formation et l'éducation adéquates exigent du temps, des ressources, du personnel et la consultation avec la communauté, afin d'être adaptées à la culture. Dans le cas du Labrador, la conception et l'animation de formations nécessitent aussi de longs déplacements qui peuvent être très coûteux. Compte tenu du financement limité, il est impossible d'établir des liens avec toutes les collectivités du Labrador.

ACCÈS À LA JUSTICE

Des groupes autochtones revendiquent l'application d'approches de justice réparatrice au système judiciaire, mais leurs demandes sont restées lettre morte. Cette situation est d'autant plus préoccupante que les Autochtones sont surreprésentés devant les tribunaux du Labrador. Il est entendu qu'une large part de la violence qui se manifeste dans nos collectivités est enracinée dans le traumatisme intergénérationnel et le colonialisme. Une justice appliquée sans égard à la réalité culturelle et communautaire ne fait que traumatiser encore plus les délinquants, ce qui a certainement pour effet d'accroître la violence fondée sur le sexe.

Au Labrador, les délinquantes s'identifiant comme femmes qui sont condamnées à l'emprisonnement sont envoyées au Centre correctionnel pour femmes de Terre-Neuve-et-Labrador, situé sur la partie insulaire de la province, à Clarenville. Les femmes incarcérées sont physiquement isolées de leurs sources de soutien et de leur collectivité. Cela signifie aussi que les femmes du Labrador n'ont pas accès aux peines discontinues ou à l'incarcération pendant la fin de semaine, à moins qu'elles ne puissent se rendre à Clarenville en avion toutes les fins de semaine. Il s'agirait d'un lourd fardeau financier que seules les plus riches de la communauté pourraient envisager d'assumer. Sans cette option, les femmes doivent se priver de leur soutien, les mères doivent laisser leurs enfants et les employées sont forcées de quitter leur emploi. C'est du racisme systémique.

De plus, l'accès à la justice et aux services d'aide juridique est extrêmement limité dans nos collectivités les plus isolées. Un soutien à cet égard est essentiel. Les organismes qui effectuent ce travail ont besoin de plus de soutien et de financement afin d'étendre leurs services.

ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ

Pour recevoir des soins de santé spécialisés, les résidents des collectivités situées le long des côtes du Labrador doivent se rendre à Happy Valley-Goose Bay et, souvent, dans la partie insulaire de la province. Bien que certains soins de santé virtuels soient offerts, il arrive souvent que les services Internet ne suffisent pas à répondre aux exigences des rendez-vous de télésanté, sans compter que les soins virtuels ne sont pas nécessairement adaptés à la culture. Il est aussi important de reconnaître que l'accès à Internet est un privilège.

Les déplacements pour recevoir des services médicaux coûtent cher et prennent du temps. La province offre de l'aide pour payer les frais de voyage, mais ce financement est partiel et comporte un plafond annuel. C'est pourquoi les citoyens et les familles doivent payer des frais très élevés pour recevoir des soins appropriés ou se résoudre à ne pas recevoir les soins nécessaires. Si les soins de santé sont gratuits au Canada, il n'en va certainement pas de même pour l'accès à ces soins.

Le recrutement et le maintien en poste des professionnels de la santé pourraient être améliorés, tout comme l'accès à l'éducation qui permettrait de former plus de membres des collectivités locales dans ce domaine. Les fournisseurs de soins de santé des collectivités isolées, en particulier, manquent de ressources et sont donc surchargés de travail. Cette situation a un impact important dans la collectivité, car les patients ont de la difficulté à établir une relation de confiance avec les fournisseurs de soins de santé parce que ceux-ci sont de passage. Il devient alors difficile d'obtenir des soins adaptés aux traumatismes, puisque les patients doivent constamment répéter toute leur histoire et justifier leurs besoins.

Nous manquons aussi de services spécialisés essentiels, comme des infirmières examinatrices en matière d'agression sexuelle. Malgré le nombre incroyablement élevé de cas de violence sexuelle dans nos collectivités, le Labrador n'a établi aucun programme de ce type dans la région, ce qui permettrait de fournir des soins adaptés aux traumatismes dans une situation où les victimes se sentent inévitablement craintives et vulnérables.

CONCLUSION

Il importe de noter que les zones rurales du Labrador diffèrent sensiblement des autres collectivités rurales de l'île de Terre-Neuve et du reste du pays. Notre profil historique, culturel, démographique et géographique pose des défis particuliers. Cela signifie qu'une approche rurale donnée n'est pas nécessairement applicable à toutes les collectivités rurales. Il nous faut une approche basée sur l'équité, plutôt qu'une démarche axée sur l'égalité. Il est essentiel que le gouvernement tienne compte des défis particuliers des différentes collectivités ainsi que des populations variées et souvent marginalisées qui y vivent. Nous espérons que les points que nous avons soulignés dans le présent mémoire démontrent la nécessité d'appliquer une approche selon le genre afin de combler pleinement les besoins existants. Les femmes trans et cisgenres ainsi que les personnes non binaires, bispirituelles et intersexuées du Labrador

méritent que les choses changent. Nous vous remercions de l'occasion qui nous a été offerte de mettre en relief les besoins de notre collectivité.

RÉFÉRENCES

Centre canadien de la diversité des genres et de la sexualité. *Creating Services That Are Here to Help: A Guidebook for LGBTQ2S+ and Intimate Partner Violence Service Providers in Canada*, 2017 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]. Consulté à : https://ccgsd-ccdgs.org/wp-content/uploads/2020/09/IPV-Guidebook-10_10_17.pdf

Jewczyk, S.. *Housing Demand and Supply in Central Labrador: Housing in the Happy Valley-Goose Bay Cluster*, 2018 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]. Consulté à : https://www.mun.ca/harriscentre/PopulationProject/Housing_-_Report_Final_2018-07-05.pdf

Langenderfer-Magruder, L., Whitfield, D.L., Walls, N.E., Kattari, S.K., Ramos, D.. « Experiences of intimate partner violence and subsequent police reporting among lesbian, gay, bisexual, transgender, and queer adults in Colorado: Comparing rates of cisgender and transgender victimization », *Journal of Interpersonal Violence*, 2016, 31(5), 855-871 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

Smellie, S. « Happy Valley-Goose Bay has 6th-highest rate of violence against women in the country », *CBC News*, 2018 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]. Consulté à : <https://www.cbc.ca/news/canada/newfoundland-labrador/violence-against-women-in-hvgb-1.4506912>

Tutty, L., et coll. *"I built my house of hope": Best practices to safely house abused and homeless women*, Calgary, AB: RESOLVE Alberta, 2009 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].